REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE RULLY

LUNDI 08 AVRIL 2019

SESSION ORDINAIRE

Le **Lundi 8 avril 2019, à 20 heures 00**, le Conseil municipal de la Commune de RULLY, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Sylvie TRAPON.

Date de convocation : 04/04/19

Conseillers présents : Madame Sylvie TRAPON - Madame Agnès HUMBERT - Monsieur Michel GAUTHERON - Madame Chantal BIGOT - Monsieur David LEFEBVRE - Monsieur Vincent DUREUIL - Madame Yvonne TROUSSARD - Madame Lucie PONSOT - Monsieur Thierry THEVENET - Madame Nathalie SARTRE - Monsieur Claude VERNAY - Madame Joséphine MICALI - Madame Laurence BRIDAY - Monsieur Guy ALADAME - Monsieur Jean-Pierre MILLIARD (*arrivé à 20h30 / vote du point n° 5*) - Monsieur Jacques DURY.

Conseillers excusés représentés : Monsieur Frédéric CAMPOS, qui donne pouvoir à Madame Sylvie TRAPON - Monsieur Jean-Baptiste PONSOT, qui donne pouvoir à Madame Nathalie SARTRE - Monsieur François LOTTEAU, qui donne pouvoir à Monsieur Guy ALADAME.

Rappel de l'ordre du jour

1) Désignation du secrétaire de séance

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

2) Communication de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

3) Approbation du compte-rendu de la réunion du 30/01/2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

4) Finances : comptes de gestion et comptes administratifs 2018

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

4.1. Election du président de séance pour l'adoption des comptes administratifs 2018.

4.2. Budget « Restaurant et Garderie Scolaire »

5.2.1. Compte de gestion 2018

5.2.2. Compte administratif 2018

5.2.3. Affectation du résultat 2018

4.3. Budget communal

5.3.1. Compte de gestion 2018

5.3.2. Compte administratif 2018

5.3.3. Affectation du résultat 2018

5) Finances : budgets primitifs 2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

5.1. Budget primitif « Restaurant et Garderie Scolaire »

5.1.1. Modalités de vote du budget primitif 2019

5.1.2. Adoption du budget primitif 2019

5.2. Budget primitif communal

5.2.1. Modalités de vote du budget primitif 2019

5.2.2. Vote du taux des taxes communales pour l'exercice 2019

5.2.3. Adoption du budget primitif communal 2019

6) Achats : achat d'un nouveau tracteur et signature du prêt afférent.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON.

7) Travaux : aménagement de la place de l'Eglise / approbation du projet et du plan de financement de l'opération.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

8) Grand Chalon : Transfert de la compétence GEMAPI - Attribution de Compensation (AC) - Montant définitif

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

9) Gestion du personnel : modification du temps de travail d'un agent

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

10) Agriculture : autorisation de travaux sur la parcelle ZE0145 / Bas de Rabat.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

11) Agriculture : autorisation de travaux sur la parcelle ZE0145 / Bas de Rabat

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

12) Agriculture : résiliation anticipée du bail d'exploitation à ferme de la parcelle ZC0227.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

13) Agriculture : signature d'un nouveau bail d'exploitation à ferme de la parcelle ZC0227.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

14) Enfance / Jeunesse : modification et approbation des statuts du SIVU Thalie-Enfance-Jeunesse

Rapporteur : Madame Agnès HUMBERT

15) Evènement : organisation d'une journée citoyenne à Rully en 2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

16) Informations diverses

Rapporteur : Sylvie TRAPON

a) Jeudis de Rully 2019

b) Premières conclusions pour le recrutement architecte pour la salle des fêtes / rétroplanning.

c) Bureau de vote pour élections européennes.

d) Remerciements

17) Questions diverses

Rapporteur Sylvie TRAPON

1. Désignation du secrétaire de séance.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

Conformément à l'article L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Madame le Maire, invite le Conseil municipal à procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Le Conseil municipal, par vote à main levée, à l'unanimité, désigne Madame Chantal BIGOT pour remplir la fonction de secrétaire de séance.

2. Communication de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, a pris connaissance de la liste des décisions prises par Madame le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal, à savoir :

- Signature d'un bail de location d'appartement avec Madame Dominique GAUTHERON pour un T3 situé rue du Poyat, pour un montant de 420€ ;
- Signature d'un marché de travaux avec l'entreprise EIFFAGE pour la réfection de la Rue Saint Jacques, pour un montant de 28 500€ HT ;
- Signature d'un marché pour une étude « Loi sur l'Eau » dans le cadre des travaux de réaménagement du pont situé rue de l'hôpital.

(ne donne pas lieu à un vote)

3. Approbation du compte-rendu de la réunion du 30/01/2019.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité, approuve le compte rendu de la réunion du 30/01/2019.

4. Finances : comptes de gestion et comptes administratifs 2018

4.1 Election du Président de séance pour l'adoption des comptes administratifs.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Lors de l'adoption des comptes de l'exercice clos par le Conseil municipal, afin de sauvegarder l'indépendance de celui-ci, le législateur a prévu que, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais doit se retirer au moment du vote.

Il est proposé de nommer Madame Agnès HUMBERT Présidente de séance lors de l'adoption des comptes administratifs de 2018.

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le Maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Considérant que ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité :

DECIDE

- De procéder à l'élection de son président pour le vote des délibérations qui suivent relatives à l'approbation des comptes de l'exercice 2018 à savoir :
 - Vote du compte administratif du budget restaurant et garderie scolaires - exercice 2018.
 - Vote du compte administratif du budget communal - exercice 2018 ;
- Élit comme président de séance pour le vote des questions exposées ci-dessus :
 - Madame Agnès HUMBERT, pour l'adoption des comptes administratifs communal - exercice 2018 et du budget restaurant et garderie scolaires - exercice 2018.

4.2 Budget « Restaurant et Garderie Scolaire »

4.2.1 Compte de gestion 2018.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'adopter le compte de gestion 2018 du receveur relatif aux opérations du budget annexe « Restaurant et Garderie Scolaire ».

DECISION

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de

paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité :

- Déclare que le compte de gestion « Restaurant et Garderie Scolaire » dressé, pour l'exercice 2018, visé, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

4.2.2 Compte administratif 2018.

Rapporteur : Madame Agnès HUMBERT

EXPOSE

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées, y compris pour les budgets annexes, via le compte administratif, lequel peut se résumer de la manière suivante :

	Résultat CA2017	Virement à la SF	Résultat de l'exercice 2018	RAR de 2018 s/ 2019	Solde des RAR	Chiffres à prendre en compte pour affectation des résultats
I	/	/	/	/	/	/
F	19 348,83€	/	- 9999,57€	/	/	24 449,64€

Il est demandé au Conseil municipal d'arrêter le compte administratif « Restaurant et Garderie Scolaire ».

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le Maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que Madame Agnès HUMBERT a été désignée pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

Considérant que Madame Sylvie TRAPON, Maire, s'est retirée pour laisser la présidence à Madame Agnès HUMBERT pour le vote du compte administratif,

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018 du Restaurant et Garderie Scolaire dressé par l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Vu le compte de gestion 2018 pour le budget annexe « Restaurant et Garderie Scolaire »,

Pendant l'absence réglementaire de Madame Sylvie TRAPON, Maire, le Conseil municipal, sous la présidence de Madame Agnès HUMBERT, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'approuver le compte administratif 2018 « Restaurant et Garderie Scolaire » dressé par le Maire, lequel peut se résumer ainsi :

	Résultat CA2017	Virement à la SF	Résultat de l'exercice 2018	RAR de 2018 s/ 2019	Solde des RAR	Chiffres à prendre en compte pour affectation des résultats
I	/	/	/	/	/	/
F	19 348,83€	/	- 9999,57€	/	/	24 449,64€

- Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

4.2.3. Affectation du résultat 2018

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, l'instruction budgétaire et comptable M14 a mis en place un mécanisme d'affectation des résultats au budget de l'année suivante.

La détermination du résultat s'effectue à la clôture de l'exercice, au vu du compte administratif.

Il est demandé au Conseil d'affecter le résultat de l'exercice 2018 « Restaurant et garderie scolaire » au budget primitif de l'année 2019 comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2018	24 449,64€
<u>Affectation obligatoire :</u>	
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068).	0,00€ -----
<u>Solde disponible, repris au budget de 2019 et affecté comme suit :</u>	
<u>Affectation complémentaire en réserves (c/1068)</u>	-----
<u>Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)</u>	24 449,64€
<u>Total affecté au c/1068</u>	0,00€
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2018	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement	0,00€ -----

DECISION

Le Conseil municipal réuni sous la présidence de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2018 du budget « Restaurant et garderie Scolaire »,

Considérant les résultats du compte administratif,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2018	24 449,64€
<u>Affectation obligatoire :</u>	
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068).	0,00€ -----
<u>Solde disponible, repris au budget de 2019 et affecté comme suit :</u>	
<u>Affectation complémentaire en réserves (c/1068)</u>	-----
<u>Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)</u>	24 449,64€
<u>Total affecté au c/1068</u>	0,00€
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2018	0,00€
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement	-----

4.3. Budget Communal

4.3.1. Compte de gestion 2018

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Il est demandé au Conseil municipal d'adopter le compte de gestion du receveur relatif aux opérations du budget communal principal.

DECISION

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité :

- Déclare que le compte de gestion de la Commune dressé, pour l'exercice 2018, visé, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

4.3.2 Compte administratif 2018

Rapporteur : Madame Agnès HUMBERT

EXPOSE

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées via le compte administratif de la Commune. Le Compte administratif de la Commune 2018 peut se résumer ainsi :

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent (2017)	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture (2018)
INVESTISSEMENT	-520 613,61 €	0,00 €	476 891,54 €	-43 722,34 €
FONCTIONNEMENT	640 886,71 €	566 005,54 €	281 175,73 €	356 056,19 €
TOTAL	120 273,10 €	566 005,54 €	758 067,27 €	312 333,85 €

Il est donc demandé au Conseil municipal d'arrêter le compte administratif de la Commune. **A NOTER : le compte administratif et le compte de gestion diffèrent à hauteur de 0,71€ en fonctionnement ; cela provient d'un arrondi qui n'avait pas lieu d'être dans la saisie des résultats d'affectation du CA 2016 au BP2017. Ce mauvais arrondi sera rectifié via l'affectation de résultats 2018 au BP2019.**

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le Maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant que Madame Agnès HUMBERT, a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

Considérant que Madame Sylvie TRAPON, Maire, s'est retiré pour laisser la présidence à Madame Agnès HUMBERT pour le vote du compte administratif,

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2018 dressé par l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Pendant l'absence réglementaire de Madame Sylvie TRAPON, Maire, le Conseil municipal, sous la présidence de Madame Agnès HUMBERT, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'approuver le compte administratif 2018, lequel peut se résumer ainsi :

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent (2017)	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture (2018)
INVESTISSEMENT	-520 613,61 €	0,00 €	476 891,54 €	-43 722,34 €
FONCTIONNEMENT	640 886,71 €	566 005,54 €	281 175,73 €	356 056,19 €
TOTAL	120 273,10 €	566 005,54 €	758 067,27 €	312 334,83 €

- Reconnaît la sincérité des restes à réaliser à hauteur de 230 026,65€ en dépenses et 115 674,32€ en recettes.

4.3.3. Affectation du résultat 2018

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Afin d'assurer la continuité des exercices budgétaires, l'instruction budgétaire et comptable M14 a mis en place un mécanisme d'affectation des résultats au budget de l'année suivante.

La détermination du résultat s'effectue à la clôture de l'exercice, au vu du compte administratif. Il est à noter qu'un arrondi à l'Euro supérieur a été effectué entre l'année 2016 et 2017 ; **les résultats cumulés des CA tenant compte des reports saisis, une différence de 0,27 cts est à corriger via l'affectation de résultats 2018 au budget 2019 sur le compte 001 et sur le compte 1068 / une différence de 0,98€ est à corriger sur le compte 002.**

Il est demandé au Conseil d'affecter le résultat de l'exercice 2018 de la Commune au budget primitif de l'année 2019 comme suit :

Détermination résultat réel d'investissement (besoin de financement)	
Résultat investissement au 31/12/2018 (c001)	-43 722,07 €
RAR en dépenses	230 026,65 €
RAR en recettes	115 674,32 €
Besoin de financement (résultat réel)	-158 074,40 €
Affectation du résultat:	
Affectation au compte 1068 (RI)	158 074,40 €
Affectation au compte 002 (RF)	197 982,50 €

DECISION

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2018 du budget communal,

Considérant ce qui a été exposé,

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (*le résultat d'investissement reste toujours en investissement*) et doit en priorité couvrir le besoin de financement (*déficit*) de la section d'investissement,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité ;

- D'affecter le résultat 2018 au budget primitif 2019 comme suit :

Détermination résultat réel d'investissement (besoin de financement)	
Résultat investissement au 31/12/2018 (c001)	-43 722,07 €
RAR en dépenses	230 026,65 €
RAR en recettes	115 674,32 €
Besoin de financement (résultat réel)	-158 074,40 €
Affectation du résultat:	
Affectation au compte 1068 (RI)	158 074,40 €
Affectation au compte 002 (RF)	197 982,50 €

5. Finances : budgets primitifs 2019

5.1. Budget Primitif « Restaurant et garderie scolaire »

5.1.1. Modalités de vote du budget primitif « Restaurant et garderie scolaire » 2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Les budgets primitifs annexes doivent être adoptés selon des modalités de vote particulières, lesquelles sont :

- en section de fonctionnement par chapitre, à l'exception des crédits de subventions obligatoirement spécialisés,
- en section d'investissement par chapitre.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir approuver ces modalités de vote.

Pour rappel, le budget « Restaurant et Garderie Scolaire » ne comporte pas de section d'investissement

DECISION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité, décide de voter le budget primitif « Restaurant et Garderie scolaires » 2019 :

- En section de fonctionnement par chapitre, à l'exception des crédits de subventions obligatoirement spécialisés,
- Le budget « Restaurant et Garderie Scolaire » ne comporte pas de section d'investissement
- Mandate Madame le Maire pour effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents.

5.1.2 Adoption du Budget primitif « Restaurant et garderie scolaire » 2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Après avoir délibéré sur les modalités de vote du budget primitif 2018 « Restaurant et garderie Scolaire », il est demandé au Conseil de bien vouloir adopter les 4 sections suivantes du budget primitif ainsi présentées :

- Les chapitres suivants en recettes de fonctionnement :

Chap	Libellé	Proposition
002	Excédent antérieur reporté	24 449,64€
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00€
70	Produits des services	56 000€
74	Dotations et participations	0,00€
75	Autres produits de gestion courante	37 399€
77	Produits exceptionnels	0,00€
	RECETTES DE L'EXERCICE	117 848,64€

Il est à noter que, contrairement aux années précédentes, la Commune va subventionner le RGS à hauteur de 37 399€ au chapitre 75 afin que celui-ci puisse en retour, à la demande de la trésorerie municipale, effectuer un remboursement de frais de personnel affecté à la cantine et à la garderie, à hauteur de 58 398,92€ au chapitre 011/article 62871.

- Les chapitres suivants en dépenses de fonctionnement :

Chap	Libellé	Proposition
002	Déficit antérieur reporté	0,00€
011	Charges à caractère général	115 338,64€
012	Charges de personnel	0,00€
022	Dépenses imprévues de fonct.	1 000,00€
65	Autres charges gestion courante	1500,00€
67	Charges exceptionnelles	10,00€
	DEPENSES DE L'EXERCICE	117 848,64€

DECISION

Le Conseil municipal, après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, et après avoir débattu sur chaque chapitre et sur chaque opération, par vote à main levée, à l'unanimité ;

- Approuve le budget primitif 2019 tel que présenté dans le tableau ci-dessus, et qui s'équilibre en dépenses et en recettes :
- En section de fonctionnement à la somme de 117 848,64€
 - Il n'y a pas de section d'investissement

5.2 Budget communal primitif

5.2.1 Modalités de vote du budget communal primitif 2019

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le budget primitif communal doit être adopté selon des modalités de vote particulières, lesquelles sont :

- en section de fonctionnement par chapitre, à l'exception des crédits de subventions obligatoirement spécialisés,
- en section d'investissement par chapitres pour les recettes et par « opérations d'équipement » pour les dépenses, sans vote formel sur chacun des chapitres et opérations.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir approuver ces modalités de vote.

DECISION

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité, décide de voter le budget primitif 2019 :

- En section de fonctionnement par chapitre, à l'exception des crédits de subventions obligatoirement spécialisés,
- En section d'investissement par chapitres pour les recettes et par « opérations d'équipement » pour les dépenses, sans vote formel sur chacun des chapitres et opérations.

5.2.2 Vote du taux des taxes communales

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Il convient de déterminer les taux d'impositions locales pour l'exercice 2019, à savoir la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

La fixation des taux proposés ci-dessous doit permettre de dégager pour l'exercice 2019, des recettes fiscales appelées à couvrir le besoin de financement du projet de budget communal à hauteur de 716 280,00€, ce qui n'implique pas de hausse du taux d'imposition local par rapport à 2018.

En conséquence, il est demandé aux membres du Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition suivants au titre de l'année 2019 :

Taxe d'habitation	14,34 %
Taxe Foncière (bâti)	22,89 %
Taxe Foncière (non bâti)	34,80 %

DECISION

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-29, L 2312-1 et suivants ;

Vu l'état 1259 COM portant notification des bases nettes d'impositions des quatre taxes directes locales et des allocations compensatrices revenant à la Commune pour l'année 2019 ;

Vu les taux appliqués l'année dernière et le produit fiscal attendu cette année ;

Considérant ce qui a été exposé

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité ;

DÉCIDE

- De fixer tel qu'il a été exposé les taux d'imposition directe communale pour l'exercice 2019, taux qui seront reportés sur l'état 1259 COM :
- De donner pleins pouvoirs à Madame le Maire, en tant que personne responsable, pour signer l'état n° 1259 COM décrit ci-dessus ;
- D'indiquer que le produit fiscal attendu pour l'année 2019 est donc de 716 280,00 €.

5.2.3 Adoption du budget communal primitif 2019 (arrivée IPM)

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Après avoir délibéré sur les modalités de vote du budget primitif 2019 de la Commune, il est demandé au Conseil de bien vouloir adopter les 4 sections suivantes du budget primitif ainsi présentées :

- Les chapitres suivants en recettes de fonctionnement :

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
013	Atténuation de charges	6 000€
70	Produit des services	86 098,92€
73	Impôts et taxes	837 481€
74	Dotations et participations	135 445€
75	Autres produits de gestion courante	145 000€
77	Produits exceptionnels	25 772€
Sous-total / recettes réelles de fonctionnement		1 235 796,92€
002	Excédent antérieur reporté	197 982,50€
TOTAL		1 433 779,42€

➤ Les chapitres suivants en dépenses de fonctionnement :

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
011	Charges à caractère général	301 467,00€
012	Charges de personnel	500 000,00€
014	Atténuations de produits (<i>Fond de péréquation intercommunal et communal</i>)	10 000,00€
022	Dépenses imprévues de fonctionnement	7000,00€
65	Autres charges de gestion courante	213 843,00€
66	Charges financières	23 910,00€
67	Charges exceptionnelles	9 500,00€
Sous-total / dépenses réelles de fonctionnement		1 065 720,00€
042	Opérations d'ordre entre sections	25 917,00€
023	Virement à la section d'investissement	342 142,42€
TOTAL		1 433 779,42€

INTERVENTION DE MONSIEUR GUY ALADAME, qui fait remarquer que les dépenses de personnel au chapitre 12 sont en nettes augmentation depuis le début de mandat, et que celles-ci représentent aujourd'hui près de 40% du montant des dépenses de fonctionnement.

REPONSE DE MADAME SYLVIE TRAPON, qui précise que, certes les dépenses sont en hausse, mais ces dernières incluent depuis 2017 du remplacement de personnel en congés (*maladie, maternité etc.*), sans compter la hausse de la CSG en 2018, absorbée par le budget communal et reportée en 2019. Le remplacement d'éventuels arrêts est également provisionné cette année.

REPONSE DE MADAME AGNES HUMBERT qui fait remarquer que de nouveaux services sont proposés depuis plus d'un an, notamment la Poste toute la journée & l'ouverture de la mairie le samedi matin.

➤ Les chapitres suivants en recettes d'investissement :

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
10222	FCTVA	121 873,00€
10223	Taxe d'aménagement	34 387,00€
1068	Excédent de fonctionnement	158 074,40€
13251	Subventions du Grand Chalon	103 883,32€
1321	Subventions de l'Etat	65 939,00€
1323	Subventions du Département	8 725,00€
1341	Dotations d'équipement des territoires ruraux	10 470,00€
1641	Emprunt	410 000,00€
Sous-total / recettes réelles d'investissement		913 351,72€

022	Virement de la section de fonctionnement	342 142,42€
040	Dotation aux amortissements	25 917,00€
TOTAL		1 281 411,14€

➤ Les opérations suivantes en dépenses d'investissement :

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
1508	SYDESL 2015	7 925,00
1608	SYDESL 2016	10 006,00€
1714	SYDESL 2017	1379,70€
1801	Bâtiments Communaux 2018	1947,06€
1802	Logements Communaux 2018	36 204,05€
1804	Voirie 2018	120 364,84€
1805	Matériel Technique 2018	52 200,00€
Sous-total / restes à réaliser du budget 2018		230 026,65€

1901	Bâtiments Communaux 2019	81 778,92 €
1902	Logements Communaux 2019	47 000,00€
1903	Ecole 2019	14 900,00 €
1904	Voirie 2019	154 720,00 €
1905	Matériel Technique 2019	54 650,00 €
1906	Aire de Sport 2019	78 529,00 €
1907	Aménagement du parvis de l'Eglise	60 000,00 €
1908	Rénovation de la Salle des Fêtes	49 760,00 €
1909	SYDESL 2019	13 738,00 €
1910	Aménagement hydraulique en Rabourcé	14 500,00 €
1911	Résidence Services Seniors	250 000,00 €
1912	Ceps de Vignes 2019	5 000,00€
1913	Embellissement 2019	40 500,00 €
1914	Bois & Forêts 2019	10 000,00 €
1915	Cimetière 2019	30 000,00 €
Sous total opérations 2019		905 075,92€
1641	Remboursement du capital des emprunts	102 086,50 €
165	Dépôts et cautionnements	500,00€
Sous total		1 237 689,07€€
001	Solde d'exécution de la section d'investissement 2018 reporté	43 722,07€
TOTAL		1 281 411,14€

INTERVENTION DE MONSIEUR GUY ALADAME s'agissant du projet de Skate Parc, budgétisé à 70 000€ au sein de l'opération « Aire de Sport » 2019 ; le rapport d'analyse des offres préconise de signer un contrat d'achat pour une structure en bois. Or, comparativement aux structures béton garantie 20 ans, cette structure n'est garantie que 10 ans ; l'investissement est donc lourd pour une durée de vie aussi courte. Un contrat d'entretien sera à prévoir en conséquence, d'où un surcoût général à envisager. Par ailleurs, les avis divergent, notamment sur le plan phonique ; certains utilisateurs préfèrent le béton. Néanmoins, l'aspect esthétique du bois est incontestablement préférable et la qualité environnementale également.

REPONSE DE MADAME SYLVIE TRAPON, qui assure que toutes ces questions seront portées à connaissance de Monsieur Frédéric CAMPOS, absent lors de la séance, et qui a porté e projet sur le volet technique ; les réponses seront apportées.

DECISION

Le Conseil municipal, après en avoir après avoir débattu sur chaque chapitre et sur chaque opération, par vote à main levée à l'unanimité ;

- Approuve le budget primitif 2019 tel qu'exposé dans le tableau ci-dessus et qui s'équilibre en dépenses et en recettes :
 - en section de fonctionnement à la somme de 1 433 779,42€
 - en section d'investissement à la somme de 1 281 411,14€

6. Achats : achat d'un nouveau tracteur et signature du prêt afférent.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON.

EXPOSE

Le 2 mars 2019, la Commune s'est fait voler son tracteur New Holland 6010, acheté neuf en 2008. Après enquête, le tracteur n'a pas été retrouvé.

Ainsi, il est nécessaire de procéder à l'achat d'un nouveau tracteur.

Après recherches approfondies, et comparatif de plusieurs modèles, le choix s'est arrêté sur un tracteur de la marque John Deere 6095MC, neuf, pour un montant de 55 800€HT soit 66 960€ TTC.

Le concessionnaire a proposé de faciliter le paiement de ce tracteur grâce à un prêt de 55 800€ HT sur 5 ans, à un taux de 0,16%. Le montant total du prêt s'élève donc à 55 889,28€ ; la 1^{ère} annuité sera payée en 2019, ainsi que le montant de la TVA (*qui sera récupérée par le biais du FCTVA en 2021*).

Il est donc demandé au Conseil de bien vouloir autoriser Madame le Maire à procéder à l'achat du tracteur suscité ainsi que de l'autoriser à signer l'offre de prêt présentée.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal, après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, par vote à main levée à l'unanimité ;

DECIDE

- De procéder à l'achat auprès de SV Pro d'un tracteur de la marque John Deere modèle 6095MC neuf, pour un montant de 55 800€ HT soit 66 960€ TTC ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer un prêt pour le financement de cet achat auprès de OptiPrêt, pour un montant de 55 800€ sur 5 ans, au taux fixe de 0,16%.

INTERVENTION DE MADAME SYLVIE TRAPON, qui précise que la sécurité de l'atelier municipal sera renforcée, notamment via l'installation de caméras.

7. Travaux : aménagement de la place de l'Eglise / approbation du projet et du plan de financement de l'opération.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Soucieuse de disposer d'un patrimoine optimisé, c'est-à-dire mieux adapté aux besoins des usagers, l'équipe municipale a engagé une importante réflexion sur la valorisation d'une partie de son patrimoine bâti, et notamment de son Eglise, via des travaux d'aménagement de la place de l'Eglise Saint Laurent.

Ce site est caractérisé par une certaine mixité dans son utilisation ; en effet, la place de l'église est utilisée par des riverains qui stationnent en journée, mais également lors de cérémonies religieuses.

Les véhicules peuvent faire le tour de l'église, ce qui est assez pratique pour instaurer un sens de circulation, mais le stationnement y est quelque peu anarchique. Par ailleurs, le stationnement des personnes à mobilité réduite n'est pas réglementaire.

Une intervention est donc nécessaire pour la sécurisation de ce site, hautement fréquenté, afin de permettre une harmonie entre les espaces dédiés à la circulation et aux stationnements.

L'aménagement de la place de l'Eglise permettra également de requalifier l'image d'un équipement public important à l'échelle de la commune. En effet, l'Eglise Saint Laurent fait l'objet d'une attention particulière depuis plusieurs années pour sa mise en valeur : réfection du toit en partenariat avec la Fondation du Patrimoine, restauration de la Gargouille, inscription du site à la randonnée patrimoniale... etc.

Le montant de l'opération est estimé à 100 020,00€ HT (*coût travaux*). A ces coûts s'ajoutent les honoraires de maîtrise d'œuvre estimés à 12 422,00€ HT, et la coordination SPS pour un montant de 1500€ HT, portant le total de l'opération à 113 942€ HT.

INTERVENTION DE MADAME SYLVIE TRAPON, qui précise que ce dossier a été étudié attentivement avec la Commission Patrimoine ; l'un des membres de cette commission, architecte de métier, a réalisé une esquisse très intéressante qui sera présentée au futur maître d'œuvre de l'opération.

Le Conseil se félicite de ce beau projet pour la Commune et son patrimoine.

DECISION

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'approuver le lancement de l'opération d'AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE, selon les conditions financières suivantes :

DÉPENSES (HT)		RESSOURCES (sur bases HT)	
Nature	Montant(€)	Nature	Montant(€)
TRAVAUX	100 020,00€	DSIL 30%	34 183,00€
MAITRISE D'OEUVRE	12 422,00€	FAPC 25%	28 485,50€
COORDINATION SPS	1500,00€	<i>Autofinancement 45%</i>	<i>51 273,50€</i>
TOTAL	113 942,00€ HT 136 730,00€ TTC	TOTAL	113 942,00€ HT 136 730,00€ TTC

- Autorise Madame le Maire à solliciter l'Etat (*DSIL 2019*) et le GRAND CHALON (FAPC 2019) pour co-financer ce projet.

8. Grand Chalon : Transfert de la compétence GEMAPI - Attribution de Compensation (AC) - Montant définitif

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

A compter du 1er janvier 2018, le Grand Chalon s'est vu confier la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), compétence créée par la loi de Modernisation de l'Action Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) n°2014-58 du 27 janvier 2014, et confiée aux EPCI à fiscalité propre par la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Dans ce cadre, depuis plusieurs mois, une étude a été réalisée afin d'identifier l'impact de ce transfert de compétence pour le Grand Chalon et les communes membres.

A la suite de ces travaux, et conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le transfert de charges lié à cette prise de compétence a fait l'objet d'une évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La CLECT s'est tenue le 18 octobre 2018 et a approuvé à l'unanimité la méthode d'évaluation des charges transférées liées à la prise de compétence GEMAPI, ainsi que le rapport d'évaluation.

Le rapport de la CLECT du 18 octobre 2018 a été notifié aux communes membres, afin que ces dernières délibèrent sur les conclusions du rapport.

En outre, le Conseil communautaire a délibéré le 13 décembre 2018 sur les montants définitifs prévisionnels des Attributions de Compensation (AC) dans l'attente des délibérations des communes sur le rapport de la CLECT du 18 octobre 2018.

Les communes membres ont donc été invitées à délibérer sur le rapport de la CLECT du 18 octobre 2018, *(la Commune de Rully a délibéré sur le sujet le 12 décembre 2018)* et la majorité qualifiée a été atteinte. Ainsi, cela a permis au Conseil Communautaire de délibérer, dans sa séance du 13 février 2019, sur les montants définitifs des AC pour les 37 communes impactées par un transfert de charges lié à la compétence GEMAPI.

Après délibération du Conseil communautaire, il appartient à la commune de délibérer à son tour sur le montant de l'AC définitive, telle que présentée en annexe.

DECISION

Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° CC-2017-10-4-1 du 25 octobre 2017 relative à la prise de compétence GEMAPI,

Vu l'arrêté préfectoral n°71-2017-12-22-006 du 22 décembre 2017 relatif à la modification des statuts du Grand Chalon,

Vu le rapport de la CLECT du 18 octobre 2018,

Vu les délibérations favorables des communes sur les rapports de la CLECT du 18 octobre 2018,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°CC-2018-12-13-1 du 13 décembre 2018 sur la compétence GEMAPI et les montants définitifs prévisionnels des attributions de compensation,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° CC-2019-02-14-1 du 13 février 2019 Compétence GEMAPI – Attributions de compensation (AC) – Montants définitifs,

Vu le tableau joint en annexe,

Considérant que le Conseil municipal doit se prononcer sur le montant de l'AC définitive consécutivement au transfert de charges lié à la compétence GEMAPI,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, à l'unanimité ;

DÉCIDE :

- D'approuver, à compter du 1^{er} janvier 2018, l'Attribution de Compensation définitive issue du vote de la CLETC du 18 octobre 2018 en tant qu'Attribution de Compensation définitive, conformément au tableau joint en annexe.

9. Gestion du personnel : modification du temps de travail d'un agent

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE

Le Conseil municipal, par délibération n°2018-89 du 17 octobre 2018, a créé un poste d'assistant de conservation à temps non-complet au tableau des effectifs à compter du 1^{er} novembre 2018.

Ce poste de catégorie B a dans un premier temps été ouvert à temps non-complet 3/35^{ème} et a été pourvu à Madame Lucille VIDRY. Cette dernière est donc positionnée à temps non-complet sur deux grades, l'un dans la filière administrative, l'autre dans la filière culturelle, correspondant à l'exercice de ses missions.

Le temps de travail de l'un des grades est conditionné à l'autre ; ainsi l'amplitude du poste C diminue au profit du poste B.

Compte tenu de l'augmentation constantes des responsabilités de Madame Lucille VIDRY au sein de la filière culturelle, il devient nécessaire d'effectuer un CHANGEMENT DE DURÉE HEBDOMADAIRE pour les deux postes occupés par cette dernière.

Ainsi, le temps de travail du poste d'adjoint administratif territorial 32/35^{ème} passerait à 28/35^{ème} ; le temps de travail d'assistant de conservation 3/35^{ème} passerait à 7/35^{ème}. Madame Lucille VIDRY resterait affiliée à la CNRACL.

Ce changement de durée hebdomadaire étant supérieur à 10%, l'avis du comité technique (CT) est nécessaire. La délibération ne sera effective qu'à compter de la réception de l'avis favorable du CT, qui se réunira le 2 mai prochain.

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 88,

Vu le décret n° 91-975 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

De modifier le tableau des effectifs sous réserve de l'avis favorable du comité technique, de la manière suivante à compter du 1^{er} mai 2019 :

- La suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe 32/35ème et la création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe 28/35ème ;
- La suppression d'un poste d'assistant de conservation 3/35ème et la création d'un poste d'assistant de conservation à 7/35ème

10. Agriculture : autorisation de travaux sur la parcelle ZE0145 / Bas de Rabat.

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

EXPOSE COMMUN AUX POINTS 10 -11-12-13

L'EARL GAUTHERON, 27 chemin de la Plaine à RULLY, exploite par le biais d'un bail rural les parcelles suivantes :

- ZI0204 – Champs Rouges
- ZC0227 – En Valéry
- ZD0026 - En Rabat
- ZE0145 – Bas de Rabat

Par courriers en date du 6 mars 2019, Monsieur Cédric GAUTHERON a sollicité la mairie pour les points suivants :

- Une demande d'autorisation de travaux pour l'installation d'une buse sur la parcelle ZE0145, afin de faciliter l'exploitation de la parcelle ;
- La fin de l'exploitation de la parcelle ZI0204, en raison de la construction future d'un lotissement, rendant difficile l'accès à la parcelle suscitée ;
- Le transfert de l'exploitation de la parcelle ZC0227 au profit du GAEC Les Parées, 19 rue des Clausins, 71150 FONTAINES, rendant officielle une pratique d'échange de longue date entre les deux exploitants.

Ainsi, il est demandé au Conseil de :

- Autoriser l'EARL Gautheron à effectuer des travaux sur la parcelle ZE0145 ;
- Autoriser le Maire à procéder à la résiliation à l'amiable sans indemnités de part et d'autre du bail rural sous seing privé conclu avec l'EARL Gautheron le 27 juin 2011 pour l'exploitation des parcelles ZI0204 – Champs Rouges / ZC0227 – En Valéry / ZD0026 - En Rabat / ZE0145 – Bas de Rabat ;
- Autoriser le Maire à signer un nouveau bail agricole sous seing privé avec l'EARL Gautheron pour l'exploitation des parcelles ZD0026 - En Rabat & ZE0145 – Bas de Rabat, aux mêmes conditions que celles du bail précédent, soit un prix de 3 quintaux l'ha /an et enregistrement aux services fiscaux à charge du preneur.
- Autoriser le Maire à signer un nouveau bail agricole sous seing privé avec le GAEC Les Parées, 19 rue des Clausins, 71150 FONTAINES pour l'exploitation de la parcelle ZC0227, aux mêmes conditions que celles du bail conclu avec l'EARL Gautheron, soit un prix de 3 quintaux l'ha /an et enregistrement aux services fiscaux à charge du preneur.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'autoriser l'EARL Gautheron à effectuer des travaux sur la parcelle ZE0145, pour le busage d'un fossé avec des tuyaux PVC Ø300mm ou Ø400mm, selon diamètre de passage de buse située sous la route.

(Michel GAUTHERON n'a pas pris part au vote)

11. Agriculture : résiliation d'un bail rural sous seing privé avec l'EARL Gautheron

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'autoriser le Maire à procéder à la résiliation à l'amiable sans indemnités de part et d'autre du bail rural sous seing privé conclu avec l'EARL Gautheron le 27 juin 2011 pour l'exploitation des parcelles ZI0204 – Champs Rouges / ZC0227 – En Valéry / ZD0026 - En Rabat / ZE0145 – Bas de Rabat.

(Monsieur Michel GAUTHERON n'a pas pris part au vote)

12. Agriculture : signature d'un bail rural sous seing privé avec l'EARL Gautheron pour l'exploitation des parcelles ZD0026 - En Rabat & ZE0145 - Bas de Rabat.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'autoriser Madame le Maire à procéder à la signature d'un bail rural sous seing privé de 9 ans avec l'EARL Gautheron pour l'exploitation des parcelles ZD0026 - En Rabat & ZE0145 - Bas de Rabat, aux mêmes conditions financières que le bail précédent en date du 27 juin 2011, soit au prix de 3 quintaux l'ha /an.
- Demande l'enregistrement du bail auprès des services de la directions départementale des finances publiques à MACON aux frais du preneur.

(Monsieur Michel GAUTHERON n'a pas pris part au vote)

13. Agriculture : signature d'un bail rural sous seing privé avec le GAEC Les Parées, 19 rue des Clausins, 71150 FONTAINES pour l'exploitation de la parcelle ZC0227

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Après avoir entendu Madame Sylvie TRAPON, rapporteur, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

DECIDE :

- D'autoriser Madame le Maire à procéder à la signature d'un bail rural sous seing privé de 9 ans avec le GAEC Les Parées, 19 rue des Clausins, 71150 FONTAINES pour l'exploitation de la parcelle ZC0227, au prix de 3 quintaux l'ha /an.
- Demande l'enregistrement du bail auprès des services de la directions départementale des finances publiques à MACON aux frais du preneur.

(Monsieur Michel GAUTHERON n'a pas pris part au vote)

14. Enfance / Jeunesse : modification et approbation des statuts du SIVU Thalie-Enfance-Jeunesse

Rapporteur : Madame Agnès HUMBERT

REPORTE

15. Evènement : organisation d'une journée citoyenne 2019 à Rully

Rapporteur : Sylvie TRAPON

EXPOSE

Plusieurs communes du Grand Chalon organisent de nouveau cette année une journée citoyenne. L'objectif de cette journée est simple : il s'agit à la fois de proposer de petites améliorations de cadre de vie communal, mais surtout de favoriser les échanges et la cohésion entre les habitants, toutes générations confondues, le temps fort de cette journée étant le repas du midi offert qui permet de tisser des liens entre habitants.

Bien sûr il ne s'agit pas de remplacer le travail courant des agents communaux mais plutôt de proposer des petites améliorations supplémentaires : fleurissement, mise en peinture, entretien de sentiers, etc...

Chacun peut participer quel que soit son âge

La seconde Journée Citoyenne de Rully aurait lieu le Samedi 25 mai 2019 à partir de 8 h 30, et comporterait les chantiers suivants :

- Actions embellissement-fleurissement : actions mellifères
- Passage piétons en 3D
- Mangeoires et nichoirs pour oiseaux
- Réfection du terrain de boules au Champ de Foire et création d'une aire de pique-nique
- Mise en propreté de différents lieux de la commune
- Montage des chalets en bois à l'école et/ou peinture
- Reportage photos
- Préparation du repas

Il est demandé au Conseil de bien vouloir entériner l'organisation de la Journée Citoyenne à Rully selon les modalités définies ci-dessus.

DECISION

Considérant ce qui a été exposé,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par vote à l'unanimité,

DECIDE :

D'organiser une Journée Citoyenne à Rully le Samedi 25 mai 2019 à partir de 8 h 30, laquelle comportera les chantiers suivants :

- Actions embellissement-fleurissement : actions mellifères
- Passage piétons en 3D
- Mangeoires et nichoirs pour oiseaux
- Réfection du terrain de boules au Champ de Foire et création d'une aire de pique-nique
- Mise en propreté de différents lieux de la Commune
- Montage des chalets en bois à l'école et/ou peinture
- Reportage photos
- Préparation du repas

INTERVENTION DE MONSIEUR CLAUDE VERNAY, qui propose que le terrain de boules soit mis en accessibilité au cours de cette journée ; en effet, le contour béton de l'aire de jeux en bloque l'accès aux personnes à mobilité réduite.

MADAME LE MAIRE répond très favorablement à cette demande.

16. Informations diverses

Rapporteur : Madame Sylvie TRAPON

16.1 Programmation des Jeudis de Rully

Pour la troisième année consécutive, la Commune organise les « Jeudis de Rully » ; la programmation 2019 est donc la suivante :

- 06-juin-19 Concert et rassemblement vieilles voitures → David LEFEBVRE
- 13-juin-19 18h : Visite de la forêt avec ONF / 20h : soirée musicale CAM → JB PONSOT ?
- 20-juin-19 Soirée des vigneron → Vincent DUREUIL + Lucie PONSOT
- 27-juin-19 Goujonnade → Agnès HUMBERT (*à inverser avec Randonnée Patrimoniale ?*)
- 04-juil-19 Boum pour les enfants → Agnès HUMBERT + Yvonne TROUSSARD
- 11-juil-19 Garçon la Note → Joséphine MICALI et Laurence BRIDAY
- 18-juil-19 Kermesse → Frederic CAMPOS / Vincent DUREUIL
- 25-juil-19 Animation culinaire & dégustation → Chantal BIGOT / Lucie PONSOT
- 01-août-19 Randonnée patrimoniale → Les Amis de Rully (*à inverser avec la Goujonnade ?*)
+ Yvonne TROUSSARD
- 08-août-19 Visites insolites à Rully → Sylvie TRAPON
- 22-août-19 Animations autour de la chasse →
- 29-août-19 Soirée de clôture : Casino des Vins → Sylvie TRAPON

16.2 Point d'étape sur le projet salle des fêtes

Le 11 février 2019, le dossier de consultation pour le recrutement d'un architecte a été mis en ligne sur e-bourgogne. Pour rappel, il s'agissait d'une procédure avec remise de prestations ; c'est-à-dire que 3 candidats parmi les dépositaires ont été retenus aux vues de leur référence sur des projets similaires qu'ils ont eux-mêmes choisi de présenter à la commission.

La date limite de remise des plis était fixée au 13 mars à 12h00, et 11 candidats ont soumis un dossier.

La commission spécifique en charge du recrutement s'est réunie le 15 mars 2019 et donc retenu 3 architectes, pour lesquels les références ont été jugées les meilleures.

Il s'agit de :

- Le groupement représenté par l'atelier d'architecture Olivier LE GALLEE ;
- Le groupement représenté par la SCPA PERCHE-BOUGEAULT ;
- Le groupement représenté par l'atelier d'architecture DRATLER DUTHOIT.

Une visite des locaux a eu lieu en présence des trois candidats le 5 avril dernier, en présence de l'agence technique départementale. A cette occasion, les trois architectes ont pu formuler toutes leurs questions. Une remise d'esquisse est prévue pour le 22 mai 2019. La commission recevra les candidats en entretien le 23 mai 2019 et déterminera à l'issue l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre.

16.3 Elections européennes 26 mai 2019 : détermination de la composition du bureau de vote.

COMPOSITION DU BUREAU DE VOTE				
	<i><u>7h45 - 10h30</u></i>	<i><u>10h30 - 13h00</u></i>	<i><u>13h00 - 16h00</u></i>	<i><u>16h00 - 18h00</u></i>
Membres titulaires	Guy ALADAME	Agnès HUMBERT	Chantal BIGOT	Agnès HUMBERT
	Thierry THEVENET	Michel GAUTHERON	Thierry THEVENET	Yvonne TROUSSARD
Membres suppléants	Jacques DURY	Lucie PONSOT	Jean-Pierre MILLIARD	Sylvie TRAPON
	Claude VERNAY	Nathalie DURET	Laurence BRIDAY	Vincent DUREUIL

Secrétaire bureau : Mme GONCALVES-NICOLAÏ Lydie

Précision :

Tous les membres du bureau de vote titulaires doivent être présents à l'ouverture du bureau de vote et à partir de 18h pour participer au dépouillement et surtout signer impérativement les procès-verbaux après la proclamation des résultats.

Les membres du bureau de vote suppléants doivent être présents seulement pour leur permanence.

Le secrétaire du bureau de vote doit être présent à l'ouverture du bureau de vote et à partir de 18h pour participer au dépouillement et surtout signer impérativement les procès-verbaux après la proclamation des résultats.

16.4 Remerciements

Remerciements de la famille Belleville suite au décès de Madame Yvonne Belleville.

17. QUESTIONS DIVERSES

Au cours de la séance du Conseil municipal du 30 janvier 2019, Messieurs Jean-Baptiste PONSOT, François LOTTEAU, Jean-Pierre MILLIARD, Guy ALADAME & Jacques DURY se sont interrogés sur les conséquences emportées par la délibération « Grand Chalon : Aménagement et développement économique - Transfert des zones d'activités économiques (ZAE) et modalités de transfert des terrains restant à commercialiser » ; en effet, il leur apparaissait curieux que les Communes ne disposent plus en pleine propriété de leur terrain, même si la compétence développement économique est exercée par le Grand Chalon. En sera-t-il automatiquement de même pour les autres Communes possédant une ZAE, dans le cas où la question viendrait à se poser également pour elles ?

Madame le Maire s'était engagée à apporter des précisions, après renseignements pris auprès du Grand Chalon.

Le service du développement économique du Grand Chalon a donc été interrogé et voici la réponse qui a été apportée :

La loi NOTRe a transféré la compétence de l'aménagement économique aux intercommunalités. Oslon et Saint Loup Géanges possèdent chacune une zone artisanale, sur lesquelles ils existent des terrains nus, à commercialiser. Si les Communes commercialisent elles-mêmes les terrains, elles exercent de facto la compétence « Aménagement économique », ce qui est interdit au regard de la loi NOTRe. Ceci a été en l'espèce rappelé au Grand Chalon par le préfet. La commercialisation ne peut se faire que par l'entité qui exerce la compétence mais aussi que par le propriétaire des terrains. Ainsi, le transfert de propriété était incontournable. Effectivement, pour les autres communes possédant une ZAE avec des terrains à commercialiser, le transfert de propriété devra s'opérer. Sinon quoi, les terrains ne pourront pas être commercialisés.

« L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h00 »